

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASS CE BONGRAIN GERARD

4 rue Eugène Gérard
88530 Le Tholy

Références : S-25-1443RP

Code AIOT : 0006202551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement ASS CE BONGRAIN GERARD implanté 4 rue Eugène Gérard 88530 LE THOLY. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASS CE BONGRAIN GERARD
- 4 rue Eugène Gérard 88530 LE THOLY
- Code AIOT : 0006202551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La S.A.S. BONGRAIN GERARD est spécialisée dans la fabrication des fromages à pâte molle. La production est faite à partir de lait très majoritairement vosgien.

La société est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3079/2000 du 16 novembre 2000 mis à jour par arrêté du 1^{er} août 2012.

Thème de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan des	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	réseaux	16/11/2000, article 1.2.15		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.9	Sans objet
2	Dispositif totalisateur	Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.10	Sans objet
4	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Sans objet
5	Disposition en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les actions mises en oeuvre par l'exploitant ont permis de diminuer le prélèvement d'eau de 40 % entre 2018 et 2024. De nouvelles actions sont programmées jusqu'en 2032 afin de poursuivre cette réduction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'eau fournie par le réseau public, la société BONGRAIN GERARD SAS prélève de l'eau dans le milieu naturel par l'intermédiaire des ouvrages suivants, appartenant à l'exploitant, situés sur le territoire communal du Tholy :</p> <p>a) un étang alimenté par des sources [...]. Cette eau est destinée à des usages thermiques et à l'usage d'eau glacée pour le refroidissement des installations. Le débit de prélèvement par l'exploitant sera au maximum de 600 m³/j.</p> <p>b) 6 sources [...] . Cette eau est destinée aux usages sanitaires et sociaux ainsi qu'aux usages industriels au contact direct ou indirect des produits alimentaires. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de 3 alimentations en eau : l'alimentation par la ville (Alimentation en Eau Potable AEP), les sources et l'étang.</p> <p>1/ AEP : l'eau potable vient en complément de l'eau des sources pour les usages sanitaires, sociaux et usages industriels (lavage, nettoyage, appoint des TAR).</p>

La répartition eau de source/AEP dépend du débit des sources (300 m3/j l'hiver et 30 m3/j l'été) : 50 % AEP/50% sources l'hiver et 15 % sources/85 % AEP l'été)

L'exploitant a indiqué disposer d'une convention avec la commune sur la fourniture d'eau (non présentée à l'inspection) qui ne fixe pas de volume maximum fourni.

2/Les sources : 6 sources sont collectées, drainées vers une chambre principale, l'eau est acheminée gravitairement vers 2 cuves de stockage sur le site de 80 m³ unitaire où l'AEP vient compléter l'eau des sources.

L'exploitant a déposé un projet à connaissance en juillet 2025 pour présenter le projet d'augmenter le volume de ces cuves de stockage : 150 m³. Ce projet n'aura pas d'impact sur le volume d'eau prélevé. L'augmentation de la capacité de stockage permet de lisser le remplissage des réservoirs sur une plus longue durée (la nuit ou les jours de moindre consommation). En période de sécheresse, davantage d'eau pourra être stockée lors des jours sans fabrication. La mise en service des nouvelles cuves est prévue en 2026.

L'eau des sources est traitée par un filtre à sable. Le mélange AEP/eau de source subit une désinfection par injection de dioxyde de chlore.

La consommation d'eau potable est d'environ 800 m3/j les jours de fabrication. Elle est réduite de moitié les week-ends et les jours d'arrêt de production (maintien de certaines activités comme l'écémage).

3/ Eau de l'étang : L'étang est alimenté par des ruisseaux et sources.

L'eau de l'étang est utilisée pour la réserve tampon d'eau incendie et dans une moindre mesure sur le concentrateur de sérum.

Une autorisation de réalisation d'un forage a été délivrée le 14 mars 2017 dans le but d'assurer la sécurisation de l'approvisionnement en eau de l'usine en période d'été. Le forage n'ayant pas donné le débit espéré, cette alimentation n'a pas été retenue. Par courrier du 26/2/2021, l'exploitant a indiqué l'arrêt du forage. Lors de l'inspection, il a indiqué que le forage n'est pas obturé. L'obturation est prévue en 2026. L'inspection rappelle les dispositions de l'article 13 - arrêté du 11/9/2003 :

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Respect du volume prélevé maximal autorisé par l'arrêté préfectoral :

L'exploitant a transmis à l'inspection, les relevés des prélèvements d'eau potable et d'eau superficielle. L'arrêté préfectoral ne fixe pas de volume maximum prélevé pour les sources et l'eau potable. Concernant l'étang, le volume prélevé est très inférieur au maximum autorisé de 600 m3/j (365 jours travaillés déclarés en 2023 et 2024).

Année	Eau sup (étang)	Eaux souterraines	Eau potable	TOTAL
2023	14355	74 189	177800	266 344
2024	18394	110338	135614	264 346

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de prendre contact avec l'inspection avant la réalisation de l'obturation du forage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif totalisateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif totalisateur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations servant au prélèvement d'eau seront munies de dispositifs de mesure totalisateurs, l'un concernant l'étang, l'autre les 6 sources, qui pourront être situés sur l'arrivée à l'établissement de l'eau prélevée.</p> <p>Tous les dispositifs de mesure totalisateurs de l'établissement devront être relevés journalièrement et les relevés consignés sur un registre éventuellement informatisé qui devra, à sa demande, être présenté à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de 4 compteurs pour l'eau potable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 compteurs AEP : eau de ville, eau "cantine" (environ 5 m³ par mois), eau "zone de collecte" (environ 1000 m³ par mois pour le lavage des citernes) et 1 compteur pour l'eau des sources - l'eau de l'étang dispose d'un compteur. <p>Les compteurs sont suivis via la GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) quotidiennement (sauf l'eau de cantine et zone de collecte qui font d'un suivi mensuel du fait des faibles consommations).</p> <p>Le registre sous forme informatisé a été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article 1.2.15
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de tous les réseaux d'alimentation en eau et des égouts doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques....il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux a été présenté cependant il n'est pas complet : il permet de localiser les arrivées d'eau de source, de ville et de l'étang mais pas le réseau à l'intérieur du site. Il est daté de 2013. Les compteurs ne sont pas localisés.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan des réseaux afin de répondre à la prescription visée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété hydrique
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.
Constats : <p>Les consommations d'eau les plus importantes sont les nettoyages et les machines à laver (tunnels de lavage permettant le nettoyage des bassines, moules, plateaux..).</p> <p>10 sous-compteurs permettant de suivre les consommations d'eau par atelier via un système informatisé ont été mis en place. Des consommations - seuil sont définies pour chaque atelier et les dépassements sont analysés chaque matin.</p> <p>Depuis 2018, un plan de réduction des consommation d'eau a été mis en place pour une économie cumulée de 178 000 m³ par an, la plus importante économie étant le remplacement de l'installation de refroidissement, auparavant en circuit ouvert avec l'eau de l'étang, par un système de refroidissement à l'ammoniac.</p> <p>Des ré-utilisations ont été installées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'eau issue de la concentration du sérum (liquide résultant de la séparation du lait en deux phases - liquide et solide - lors de la fabrication du fromage) est réutilisée après traitement par osmose inverse. Elle représente environ 40 m³/j au maximum et est utilisée pour l'appoint en eau des tours aéro-réfrigérantes et de la chaudière. - L'eau de rinçage des machines à laver est utilisée pour le prélavage. <p>Au regard des données fournies par l'exploitant, la consommation spécifique est passée de 5.2 m³/t de lait traité en 2018 à 2.8 m³/t en 2024.</p> <p>L'établissement a présenté une feuille de route pluriannuelle sur la poursuite des réductions de consommation d'eau potable, avec des investissements basés sur des remplacements de machine moins consommatrices en eau et sur l'optimisation du fonctionnement et des lavages. Les économies estimées d'ici à 2032 s'élèvent à environ 37000 m³.</p> <p>L'eau issue du lait n'est pas ré-utilisée. Elle est envoyée vers la station d'épuration du site. L'établissement rejette donc plus d'eau qu'il n'en prélève dans la Cleurie.</p> <p>La nouvelle réglementation sur la ré-utilisation d'eau dans l'agro-alimentaire (décret et arrêté du 8 juillet 2024) ouvre des possibilités de ré-utiliser cette eau. Il est attendu de l'exploitant qu'il actualise son diagnostic de consommations d'eau notamment l'étude des possibilités de réutilisation des eaux de vache. Ce point est précisé en synthèse de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Disposition en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Application arrêté ministériel sécheresse
Prescription contrôlée : Article 1.I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...] III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement Article 3 - Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...] - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; [...]
Constats : Par son activité de traitement du lait, l'établissement est exempté des dispositions de l'arrêté ministériel sécheresse. Cependant, il est rappelé que les dispositions locales (arrêtés d'orientations de bassin, arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau, de limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau) ou spécifiques s'appliquent. L'exploitation est directement impactée par la situation de sécheresse via la ressource en eau souterraine qui s'amointrit. L'exploitant a mis en place une procédure en fonction des différents stades d'alerte : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise recensant les actions de réduction des consommations d'eau avec l'économie d'eau attendue. Depuis 2023, l'été, le traitement du lait est arrêté un jour par semaine (jeudi) ce qui permet de réduire de moitié le prélèvement d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite